



Note Information Sécurité Alimentaire - NISA

Situation alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest:

Production céréalière excédentaire... Mais quelques défis en matière de sécurité alimentaire

1. Une situation alimentaire globalement bonne

La saison hivernale 2006 a été globalement satisfaisante en dépit des poches de sécheresse et des arrêts précoces de pluies observés dans certaines zones du Sahel.

Ainsi, le Sahel a enregistré une production brute céréalière record en 2006/07 de 15.062.600 tonnes, soit une hausse de 3% comparativement à celle de 2005/06 et de 19% en comparaison à la moyenne des 5 dernières années (2001-2005). Les estimations faites par les systèmes d'information indiquent des disponibilités alimentaires nettes de 15.523.700 tonnes pour des besoins estimés à 13.529.700 tonnes.

Au niveau des pays côtiers, la production a été également bonne. Pour le Nigeria par exemple, la production brute 2006/07 est évaluée à 27,9 millions de tonnes, soit une hausse d'environ 8% comparativement à celle de la campagne agricole 2005/06.

Sur le plan de la production animale, la situation est globalement satisfaisante, hormis quelques zones de pays ayant vécu des poches importantes de sécheresse ou d'arrêt précoce de pluies comme au Sénégal et en Mauritanie. Dans ces zones, on observe un tarissement précoce des points d'eau et un épuisement suivi d'une dégradation des pâturages avec comme conséquence des départs précoces en transhumance.

Les marchés de produits vivriers demeurent bien approvisionnés dans l'ensemble et les systèmes d'information indiquent une tendance à la stabilisation ou à la baisse des prix des céréales, exception faite de certaines zones à risques.

Sur le plan nutritionnel, on note une amélioration d'ensemble de la situation même dans certains pays comme le Niger où le problème est d'habitude le plus préoccupant. – Les sources indiquent pour ce pays 2.373 nouveaux cas de malnutris enregistrés dans les deux premières

semaines de Janvier 2007 (dont 303 cas sévères) mais on constate une baisse des admissions en Janvier 2007 comparées à celles de Décembre 2006.

2. Une vigilance requise

Même si la production céréalière 2006/07 apparaît globalement bonne, une vigilance s'impose pour les raisons suivantes :

2.1. La production céréalière globalement excédentaire cache des disparités existant entre pays et au sein des pays

En attendant l'évaluation définitive prévue en Mars 2007, le bilan céréalier prévisionnel établi au Sahel indique une situation globalement excédentaire mais avec des disponibilités inégalement réparties entre les pays et à l'intérieur même des pays. Ainsi, le Burkina Faso à lui seul enregistre plus de la moitié de l'excédent céréalier régional avec 1.099.300 tonnes suivi par le Tchad. Cependant, des pays comme la Mauritanie, le Sénégal accusent les plus forts déficits estimés à 83.300 tonnes et 187.100 tonnes respectivement.

2.2. La question des populations à risques demeure posée y compris dans les pays excédentaires

Au Burkina Faso par exemple, pays comptant pour plus de la moitié de l'excédent régionale, on recense de nombreuses zones à risques dans plusieurs départements des régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, du Plateau Central et de l'Est. Près de 6.500 exploitants à risque ont été identifiés par les systèmes d'information même si ces résultats demeurent provisoires. Une évaluation récente en Février, indique un début de dégradation de la situation alimentaire avec une tendance à la hausse des prix des céréales sur les marchés provinciaux et départementaux.

La situation alimentaire des populations des zones à risque est aggravée par les pertes de superficies dues aux inondations survenues en Août/Septembre 2006, aux ravageurs et à l'arrêt précoce des pluies.

Dans la plupart des pays, il est à craindre une installation précoce (2 à 3 mois avant) de la période de soudure dans ces zones à risques. Une recommandation a été faite lors de la 22^e réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) afin qu'un travail approfondi soit fait par les systèmes d'alerte précoce pour un meilleur ciblage de ces populations à risque et une évaluation des besoins.

Au Tchad par exemple, certaines zones à risques connaissent une insécurité alimentaire. Dans le Kanem et les régions des conflits en particulier. Les préoccupations sur la situation alimentaire persistent et exigent un suivi particulier. Les estimations faites par les NU indiquent 75.000 – 112.000 personnes déplacées internes (PDI).

3. Quels défis en matière de sécurité alimentaire ?

3.1. Les défis majeurs

a. Le fonctionnement des mécanismes de gestion des stocks et des marchés. Cette question apparaît primordiale pour :

- Assurer la reconstitution des stocks, mais surtout garantir la disponibilité du produit sur les marchés locaux pour une meilleure accessibilité, notamment pour les populations démunies. Dans certains pays comme la Mauritanie, et en dépit de la mauvaise saison agricole, le fonctionnement des Stocks Villageois de Sécurité Alimentaires (SAVS) et des importations en provenance du Mali joue un rôle déterminant dans la stabilisation des prix des céréales.
- Jouer un rôle de régulation pour éviter une aggravation de la chute des prix des céréales aux producteurs dans les zones de forte production. Cette baisse des prix risquerait d'entraîner des effets pervers de réduction des superficies emblavées et par conséquent de la production céréalière pour la campagne agricole 2007/2008.

b. L'accès des populations à risque aux ressources alimentaires. La gestion de ce défi demeure liée au bon fonctionnement des marchés, des systèmes de stockage et de distribution mais surtout aux possibilités d'amélioration des conditions économiques de ces groupes vulnérables. La conjonction des poches de sécheresse, des inondations, exige que des actions vigoureuses soient déployées dans le domaine.

3.2. Quelles réponses ?

a. Appuyer et renforcer les efforts des organisations professionnelles agricoles, des communautés locales pour les actions de constitution de stocks

alimentaires de proximité, et d'opérations ciblées de commercialisation. A ce titre certaines actions d'accompagnement des initiatives orientées vers la promotion des marchés locaux et transfrontaliers méritent d'être encouragées.

b. Accroître l'engagement des États pour la recherche de solutions durables au problème de stockage et de commercialisation : (i) Développement d'infrastructures marchandes et de stockage en appui aux initiatives des communautés locales et des privés ; (ii) Politiques appropriées et stratégies d'investissement pour la promotion de la transformation des produits agricoles vivriers dans la région.

c. Concrétiser la mise en œuvre des plans de développement visant l'atténuation de la vulnérabilité des populations à risque et de celles victimes des inondations ou d'arrêt précoce de la pluie. Cela pourrait comporter les éléments suivants :

- Lancement d'opérations ciblées en vue d'assurer la disponibilité des céréales dans certaines zones afin de briser toute tendance à la flambée des prix. Ces actions pourraient concerner l'approvisionnement des banques de céréales ou autres mécanismes de stocks de proximité ou même l'utilisation au besoin des stocks nationaux d'intervention
- Mise en œuvre d'opérations ciblées visant l'atténuation de la situation alimentaire du bétail à travers : (i) Mise en place de stocks de sous-produits agro-industriels (SPA), (ii) Promotion de la production de fourrage dans les sites maraîchers et à maîtrise de l'eau, etc.
- Promotion et renforcement des actions de production de contre-saison agricoles ou non agricoles visant l'amélioration des revenus et des moyens d'existence des ménages et contribuant ainsi à l'accès aux aliments et aux produits de base : (i) production maraîchères et fruitières, Production de viande (engraissement de ruminants ou de monogastriques), Pisciculture, Apiculture, (ii) Petit commerce à travers le renforcement des activités de micro-crédit adapté aux conditions de ces populations vulnérables.

►► Sources d'information

Cette note d'analyse a été faite sur la base d'informations fournies par différentes institutions spécialisées. Pour plus de détails, nous vous invitons à bien vouloir consulter les documents et visiter les sites suivants :

CILSS/SE, 2007. Flash CILSS N° 45 – Janvier 2007, 4 p.

FEWS NET, 2007: Executive Overview of Food Security in Sub-Saharan Africa, January 24, 2007, 2 p.

FEWS NET, 2007. Tchad : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 3 p.

FEWS NET, 2007. Mauritanie : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 3 p.

FEWS NET, 2007. Chad Food Security Emergency, January 30, 2007, 1 p.

FEWS NET, 2007. Sahel et Afrique de l'Ouest – Rapport Mensuel sur la Sécurité Alimentaire, Janvier 2007, 4 p.

FEWS NET, 2007. Burkina Faso : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 4 p.

FEWS NET, 2007. Mali : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 3 p.

FEWS NET, 2007. Sénégal : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 3 p.

FEWS NET, 2007. Niger : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, Janvier 2007, 5 p.

FEWS NET, 2007. Nigeria: Trip report: Northern Nigeria – Joint Food Supply Assessment Mission, November 2006, 6 p.

DG-PSA Burkina Faso, 2007. Rapport de mission de suivi de la situation alimentaire dans les zones à risqué d'insécurité alimentaire du 11 au 17 Février 2007, 6 p. + Annexes

DG-PSA Burkina Faso, 2007. AgriAlerte N°013-20/02/2007, 2 p.

Afrique Verte, 2007. Point sur la situation alimentaire au Sahel – Suivi de campagne N°70 Point début Février 2007, 5 p.

Afrique Verte, 2006. Afrique Verte Actualités N°44 Décembre 2006, 4 p.

CSAO : www.oecd.org/sah

CILSS : www.cilss.bf et www.agrhymet.ne

Fews Net: www.fews.net

FAO : www.fao.org

PAM: www.wfp.org

Afrique Verte www.afriqueverte.org

OCHA : www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>

SISA/CNSA : www.sisa.africa-web.org

Reliefweb: www.reliefweb.int/

►► Pour une meilleure connaissance de la situation agricole et alimentaire au Nigeria

Le Nigeria joue un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire des pays du Sahel, comme en témoignent les enseignements tirés de la récente crise alimentaire de 2004/2005.

Dans le but de mieux comprendre et prendre en compte le rôle que joue ce pays, une mission conjointe FAO/CILSS/FEWS NET a été conduite dans le Nord Nigeria.

Le rapport de cette mission d'analyse et d'évaluation de la situation agricole et alimentaire est disponible sur le lien :

<http://www.fews.net/resources/gcontent/pdf/1001220.pdf>